

temps à ce genre de politique. Comme les gens très fortunés, nous avons pu dilapider nos ressources, nous fiant à d'énormes réserves. Mais tout a une fin.

C'est pour cela que je suis heureux aujourd'hui de vous faire part de quelques idées qui modifieraient notre système financier. Je peux comprendre ce que ressentent mes amis, auteurs de la motion. Ils regardent autour d'eux et ils voient un système qui n'a pu permettre de résoudre le problème de la production. D'un côté, ils voient des gens qui ont besoin de services, de maisons et qui veulent travailler, et de l'autre, ils voient un gouvernement qui crée du chômage et gaspille les ressources. Si nous songeons au passé, nous nous rappelons les deux guerres auxquelles le Canada a participé. Lorsque le pays a eu besoin de ressources nous les avons pratiquement créées et nous avons financé nos efforts de guerre avec nos propres ressources. Nous avons réussi à trouver l'argent pour l'équipement servant à tuer d'autres personnes. Aujourd'hui, lorsque ces mêmes fils du Québec ont besoin de travail le gouvernement ne peut plus trouver l'argent. Le gouvernement avait de l'argent à cette époque pour demander à ces Québécois de faire la guerre mais maintenant il ne peut trouver les fonds pour tuer le chômage qui existe dans la province.

Il se produit des changements dans le Québec: la population quitte les campagnes pour les villes, et on donne aux jeunes une formation pour des postes qui n'existent pas. La politique du gouvernement actuel veut le maintien du chômage. Ceux d'entre nous qui se soucient de la survie de notre pays doivent mettre en question les principes qui engendrent une telle situation. Ceux qui créent le chômage et la pauvreté sont les vrais séparatistes du Canada. Il n'est pas étonnant que les honorables représentants assis à ma gauche raillent les principes économiques des partis traditionnels, surtout lorsqu'ils voient à quel point ces principes économiques ont échoué quand il s'agissait de résoudre le problème fondamental de concilier les besoins de la population avec les ressources productives de notre société. Ces représentants constatent que notre régime n'a pas su résoudre les problèmes de la répartition. Ils ne comprennent pas comment les riches et les pauvres se côtoient dans un pays capable d'une extraordinaire expansion, dont on freine et empêche la réalisation.

Nos gouvernements ont été incapables de résoudre les problèmes que crée l'inflation. Ils n'ont pas le courage d'intervenir en reconnaissant que le régime a fait faillite et qu'il en faut un autre pour freiner la hausse des prix. C'est sur une telle politique fiscale et monétaire, à l'origine de ces maux, que semble

compter le gouvernement. J'ai pris connaissance récemment d'un mémoire rédigé en réponse au Livre blanc du ministre des Finances (M. Benson). On y a déploré la présentation du Livre blanc, demandé à quoi servirait la redistribution du revenu dans le pays et déclaré que chacun toucherait \$8,000 par an. C'était terrible: nous toucherions seulement \$8,000 par an. Vous pouvez en être sûr, monsieur l'Orateur, des millions de Canadiens trouvent que ce serait une grosse somme à toucher et ils pourraient fort bien appuyer une répartition qui amènerait ce résultat. Toutefois, ce n'est pas la solution appropriée dans les circonstances. On ne peut distribuer l'argent continuellement. On doit créer et accroître les ressources productives et les possibilités d'une société. A cette fin, on doit assurer la croissance et l'emploi. On peut ensuite faire un partage des ressources au sein du régime.

• (8.40 p.m.)

J'aimerais rappeler à mes amis de l'opposition officielle que l'on oublie parfois que le Crédit social a des antécédents au pays. D'après mes lectures, il semblerait qu'en 1878 le parti conservateur a reçu l'appui d'un petit groupe nommé le «National Currency School», l'ancêtre du mouvement du crédit social. Certains diront que la politique nationale de sir John A. Macdonald était, par certains côtés, une politique du crédit social, il voulait utiliser les ressources du pays pour améliorer les conditions de vie de ses citoyens.

J'en viendrai à la théorie de mes amis, mais je voudrais souligner qu'il ne faut pas la tourner en ridicule ou la prendre à la légère, car les gens qui protestent contre le régime le font parce qu'ils sont vraiment inquiets de voir que les politiques financières n'ont pas su combler les besoins et les aspirations des Canadiens. En outre, l'intérêt que nous portons à l'avenir du pays explique pour une part certaines de nos premières appréhensions à l'égard de la monnaie faible, si vous tenez à qualifier ainsi la théorie du Crédit social. C'est peut-être un des points que ne comprennent pas mes honorables amis—l'application de certaines de leurs théories entraînerait l'érection de barrières tarifaires au pays et nous isolerait des autres pays. J'ai examiné cette théorie, mais je ne la comprends pas très bien. J'ai pourtant essayé de la comprendre. Je la comprendrai peut-être un jour, qui sait?

Si je n'arrive pas à la comprendre, c'est notamment parce que, même si elle renferme une grande part de vérité, même si les tenants de cette théorie sont bien intentionnés et ont raison de contester le système, la théorie elle-même renferme trop de contradic-